

BIBLIOTHÈQUE DE DROIT PUBLIC

sous la direction de

MARCEL WALINE

Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris

Membre de l'Institut

TOME CXXV

LES FONCTIONS DE LA NOTION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DANS LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT

par

Didier TRUCHET
Docteur en Droit

Diplômé de l'Institut d'Etudes politiques de Paris
Lauréat du concours général des Facultés de Droit
Lauréat des Facultés de Droit et des Sciences Economiques
de Nancy et de Paris

Préface

de M. Jean BOULOUIS

Professeur à l'Université de Droit,
d'Economie et de Sciences sociales de Paris
Doyen honoraire

*Ouvrage honoré d'un prix de l'Université de Droit
d'Economie et de Sciences sociales de Paris
et d'une subvention du Secrétariat d'Etat aux Universités*

PARIS

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20 et 24, rue Soufflot (5^e)

1977

PREFACE	15
INTRODUCTION	19
<i>PREMIERE PARTIE</i>	
L'INTERET GENERAL ET L'ACTIVITE ADMINISTRATIVE	25
Titre premier : L'INTERET GENERAL ET L'APPLICATION DU DROIT ADMINISTRATIF	29
Chapitre premier : <i>L'intérêt général, critère de la compétence du juge administratif ?</i>	31
Section I : <i>Le problème théorique</i>	31
§ 1 : Positions doctrinales	31
§ 2 : Objections de principe	33
Section II : <i>La position de la jurisprudence</i>	37
§ 1 : L'intérêt général, critère global ?	38
§ 2 : L'intérêt général, critère ponctuel ?	44
§ 3 : Le problème du droit de préemption des SAFER	48
Chapitre II : <i>L'intérêt général, facteur d'application du droit public.</i>	55
Section I : <i>L'intérêt général, facteur d'application virtuelle d'un régime de droit public</i>	55
Sous-section I : Présentation de l'hypothèse	55
Sous-section II : Vérification de l'hypothèse	62
§ 1 : Les textes	62
§ 2 : La jurisprudence	64
Sous-paragraphe 1 : Le service public	64
Sous-paragraphe 2 : Les notions autres que le service public.	72
Section II : <i>L'intérêt général, facteur d'imputation d'une rela- tion juridique à l'Etat</i>	82
Titre II : L'INTERET GENERAL ET LA LEGALITE ADMINIS- TRATIVE	87
Sous-titre I : Constatation du phénomène	87
Chapitre premier : <i>L'aspect négatif des rapports entre intérêt géné- ral et légalité administrative (le détournement de pouvoir)</i>	89
Section I : <i>La théorie classique du détournement de pouvoir</i> ..	89
Sous-section I : Présentation de la théorie	89

§ 1 : L'existence et la spécificité du détournement de pouvoir.	89
§ 2 : Le régime du détournement de pouvoir	92
Sous-section II : Enseignements de la théorie	94
§ 1 : Poursuivre exclusivement un but étranger à l'intérêt général est illégal	95
§ 2 : Poursuivre un but d'intérêt général n'est pas une garantie de légalité	96
Section II : <i>Remise en cause de la théorie classique</i>	97
Sous-section I : Déclin ou crise ?	97
§ 1 : Déclin	97
§ 2 : Crise ?	99
Sous-section II : Essai d'une nouvelle présentation	101
§ 1 : Négation du détournement de pouvoir de type 2	102
§ 2 : Proposition de présentation	106
Chapitre II : <i>L'aspect positif des rapports entre intérêt général et légalité administrative</i>	111
Section I : <i>L'origine formelle de la norme d'intérêt général</i> ..	112
Sous-section I : L'intérêt général exigé par les textes	112
§ 1 : Exemples de textes	113
§ 2 : Observations sur ces textes	119
Sous-section II : L'intérêt général exigé par la jurisprudence.	124
§ 1 : L'intérêt général exigé sur la base d'un texte	124
§ 2 : L'intérêt général exigé indépendamment de tout texte ..	129
Section II : <i>La place matérielle de l'intérêt général dans le contentieux de la légalité</i>	131
§ 1 : Classification d'après les types d'action administrative.	132
§ 2 : Classification selon les domaines de l'action administrative	137
Sous-titre II : Analyse du phénomène	143
Chapitre premier : <i>Le lien de l'intérêt général avec la régularité de l'acte</i>	145
Section I : <i>Caractères et nature de ce lien</i>	146
Sous-section I : Caractères de ce lien	146
§ 1 : Lien direct	146
§ 2 : Lien exclusif	148
§ 3 : Lien subsidiaire ?	153
Sous-section II : La nature du lien de l'intérêt général avec la régularité de l'acte	156
Section II : <i>La double fonction de l'intérêt général</i>	159
§ 1 : L'intérêt général, facteur légal de limitation des pouvoirs de l'administration	160
§ 2 : L'intérêt général, facteur légal d'accroissement des pouvoirs de l'administration	161
§ 3 : L'intérêt général, mesure des pouvoirs de l'administration.	164
Chapitre II : <i>Le rang de l'intérêt général dans la hiérarchie des normes</i>	167
Section I : <i>Intérêt général et normes infra-législatives</i>	168
Sous-section I : Intérêt général et actes administratifs	168
§ 1 : Intérêt général et actes administratifs unilatéraux	168
§ 2 : Intérêt général et contrats administratifs	171
Sous-section II : Intérêt général et principes généraux du droit	174
§ 1 : Intérêt général et liberté	175
§ 2 : Intérêt général et principe d'égalité	181

Section II : <i>Intérêt général et loi</i>	193
§ 1 : L'intérêt général n'est pas supérieur à la loi	193
§ 2 : L'intérêt général, complément de la loi	194
§ 3 : L'intérêt général, substitut de la loi	196
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE ..	201

DEUXIEME PARTIE

L'INTERET GENERAL ET LE CONTROLE JURIDICTIONNEL ..	203
Titre premier : LA DETERMINATION CONTENTIEUSE DE L'INTERET GENERAL	207
Sous-titre premier : La preuve de l'intérêt général	207
Chapitre premier : <i>La charge de la preuve de l'intérêt général. (Le problème de la présomption d'intérêt général)</i>	209
Section I : <i>Présentation du problème : portée d'une présomption d'intérêt général</i>	209
Section II : <i>Les éléments de solution</i>	212
§ 1 : La solution du problème de la présomption dans le contentieux administratif commun	212
§ 2 : Les données propres au contentieux de l'intérêt public ..	216
§ 3 : Les éléments d'analyse	217
Section III : <i>Les résultats de l'analyse : l'absence de présomption d'intérêt général</i>	220
Sous-section I : Le cas de l'intérêt général, facteur d'application du droit administratif	220
Sous-section II : Contrôle des mobiles et présomption d'intérêt général	222
Sous-section III : Contrôle des motifs et présomption d'intérêt général	224
§ 1 : Le cas général	224
§ 2 : Le cas du contentieux des mesures de dirigisme économique	231
<i>Conclusion du chapitre</i>	240
Chapitre II : <i>La précision de la preuve de l'intérêt général</i>	243
Section I : <i>Les deux modes d'appréciation de l'intérêt général.</i>	243
Section II : <i>Les tendances de la jurisprudence</i>	247
§ 1 : Les tendances générales de la jurisprudence	247
§ 2 : L'évolution de la jurisprudence	251
Section III : Le cas de l'expropriation pour cause d'utilité publique	253
Sous-titre II : La définition jurisprudentielle de l'intérêt général ..	261
Chapitre premier : <i>Les sources de l'intérêt général</i>	263
Section I : <i>L'absence de définition écrite</i>	264
Section II : <i>Les sources non écrites de l'intérêt général</i>	265
§ 1 : La politique des pouvoirs publics	265
§ 2 : La nature des choses (et les besoins de la population) ..	267
Section III : <i>Une politique du juge ?</i>	270
§ 1 : La combinaison des sources	271
§ 2 : Une philosophie de l'intérêt général propre au juge ? ..	274

Chapitre II : <i>La notion d'intérêt général</i>	277
Section I : <i>L'unité fonctionnelle de la notion d'intérêt général.</i>	277
§ 1 : La terminologie : l'intérêt général et ses synonymes	277
§ 2 : Intérêt national, intérêt communal et intérêt social	282
Section II : <i>La diversité du contenu de la notion d'intérêt général</i>	287
§ 1 : Les intérêts publics traditionnels	288
§ 2 : Les intérêts publics nouveaux	290
Section III : <i>Les intérêts publics périphériques</i>	295
§ 1 : L'intérêt financier de l'administration	296
§ 2 : Intérêt général et intérêts privés	301
§ 3 : La jurisprudence judiciaire et les droits que les particuliers tiennent des « lois d'intérêt général »	309
Titre II : L'INFLUENCE DE LA NOTION D'INTERET GENERAL SUR LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	315
Chapitre premier : <i>Contrôle de l'intérêt général et contrôle d'opportunité</i>	317
Section I : <i>Terminologie et données générales</i>	317
Section II : <i>Le contrôle de la définition des exigences de l'intérêt général</i>	323
§ 1 : Le principe (le contrôle)	324
§ 2 : Les exceptions	327
Section III : <i>Le contrôle des moyens mis en œuvre pour satisfaire l'intérêt général</i>	333
§ 1 : Le principe (l'absence de contrôle)	333
§ 2 : Les exceptions	336
Sous-paragraphe 1 : L'application des exceptions classiques au contentieux de l'intérêt général	336
Sous-paragraphe 2 : Les exceptions spécifiques au contentieux de l'intérêt général	339
Chapitre II : <i>L'intérêt général, facteur de modification des cadres habituels du contrôle juridictionnel</i>	345
Section I : <i>L'intérêt général, facteur d'opposition du juge au législateur</i>	345
§ 1 : Le législateur et la poursuite de l'intérêt général	346
§ 2 : L'intérêt général et la définition législative des pouvoirs de l'administration	352
Section II : <i>L'intérêt général, facteur de dérogation aux limites habituelles du contentieux administratif face à des problèmes nouveaux</i>	357
§ 1 : La remise en cause des cloisonnements internes du contentieux administratif	357
§ 2 : L'adaptation du contentieux administratif aux problèmes nouveaux	362
CONCLUSION GENERALE	367
TABLE DES PRINCIPAUX ARRETS CITES	373
BIBLIOGRAPHIE	379
ADDENDUM	387
TABLE DES MATIERES	389